

Unité départementale de la Vendée
53 rue de Verdun (adresse provisoire)
85000 LA ROCHE SUR YON

LA ROCHE SUR YON, le 22 Septembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/09/2022

Contexte et constats

Publié sur



SOC NOUVELLE DE LA SCIERIE BOUTOLLEAU

Beauregard
BP 2
85230 ST GERVAIS

Références : SRNT-2022-0578-BOUTOLLEAU-ES-RAP
Code AIOT : 0006302666

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/09/2022 dans l'établissement SOC NOUVELLE DE LA SCIERIE BOUTOLLEAU implanté Beauregard BP 2 85230 ST GERVAIS. L'inspection a été annoncée le 25/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOC NOUVELLE DE LA SCIERIE BOUTOLLEAU
- Beauregard BP 2 85230 ST GERVAIS
- Code AIOT : 0006302666
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société Scierie Boutolleau est spécialisée dans le secteur d'activité du commerce de gros (commerce interentreprises) de bois et de matériaux de construction.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Transmission à l'inspection	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65	/	Sans objet
6	Transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Sans objet
7	Dépassements et actions correctives	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Installations soumises à autosurveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 19/04/2002, article 1.1	/	Sans objet
2	Nombre et localisation piézomètres	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65	/	Sans objet
3	Fréquence des prélèvements et des analyses	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65	/	Sans objet
4	Spectre analytique	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65	/	Sans objet
8	Déclaration du piézomètre (Code Minier)	Autre du 01/03/2011, article L.411-1	/	Sans objet
9	Abandon piézomètre - comblement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 17	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté au cours de l'inspection que certaines prescriptions issues d'arrêtés ministériels relatives notamment à la transmission de résultats de mesures et d'investigations à l'inspection n'étaient pas respectées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations soumises à autosurveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/04/2002, article 1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Etude hydrogéologique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société Boutolleau, dont le siège social est à SAINT-GERVAIS (85230), fait réaliser pour le 1er juillet 2002 une étude hydrogéologique d'implantation d'au moins deux piézomètres placés en aval de son site exploité sur la commune de SAINT-GERVAIS.
Constats : Une étude hydrogéologique a été réalisée en Aout 2002 par la société OCE Environnement. Cette étude analysait les éléments de contexte hydraulique et géologique. Elle recensait également les produits utilisés à l'époque au sein de l'exploitation qui présentaient un risque pour les populations ou l'environnement. L'hydrokoat, produit utilisé dans les opérations de traitement de bois, était utilisé par l'exploitant en 2002. Ce produit est notamment composé de cyperméthrine. L'étude hydrogéologique préconisait donc la recherche de cette substance dans les eaux souterraines. D'autre part, elle préconisait la construction d'un piézomètre en aval du bac de traitement afin de pouvoir surveiller l'impact éventuel de celui-ci sur les eaux souterraines. L'exploitant est donc en conformité vis-à-vis de la réalisation d'une étude hydrogéologique pour l'implantation de ses piézomètres.
Observations : La rédaction de l'article 65 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 a été modifiée par arrêté du 28/02/2022. La nouvelle rédaction (retranscrite pour partie ci-dessous) sera applicable à compter du 01/07/2023. I.-Sans préjudice des obligations encadrant les ouvrages de surveillance au titre de la loi sur l'eau (en particulier les articles L. 241-1 à L. 241-6 du code de l'environnement), l'exploitant d'une installation classée soumise à autorisation au titre [de la rubrique 2415] respecte les dispositions suivantes : 1° Une surveillance des eaux souterraines s'appuyant sur une étude hydrogéologique préalable considérant le contexte naturel compte tenu de l'activité actuelle et passée de l'installation, les substances ou mélanges dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, ainsi que les enjeux et les usages associés aux eaux souterraines sur le site de l'installation et aux alentours de ce dernier est mise en place. [...]
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Nombre et localisation piézomètres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65
Thème(s) : Risques chroniques, Modalités de surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : 1° Deux puits, au moins, sont implantés en aval du site de l'installation ; la définition du nombre de puits et de leur implantation est faite à partir des conclusions d'une étude hydrogéologique ;</p> <p>Constats : L'étude hydrogéologique réalisée en aout 2002 a préconisé la mise en place d'un piézomètre en aval du bac de traitement. Un puits est déjà présent en aval hydraulique, sur une parcelle située au Sud-Est du site.</p> <p>Ces deux ouvrages permettent à l'exploitant d'être en conformité vis-à-vis de son obligation de réaliser des prélèvements dans 2 puits implantés en aval de l'installation dans le cadre de la surveillance des eaux souterraines.</p> <p>A noter (voir dans la partie "Observations") qu'un troisième ouvrage, situé en amont hydraulique de l'installation (suite à étude hydrogéologique), devra être implanté en amont hydraulique de l'installation au plus tard le 1er juillet 2023.</p> <p>Observations : La rédaction de l'article 65 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 a été modifiée par arrêté du 28/02/2022. La nouvelle rédaction (retranscrite pour partie ci-dessous) sera applicable à compter du 01/07/2023.</p> <p>[...]</p> <p>2° L'étude hydrogéologique préalable définit les nappes d'eau souterraine à surveiller en fonction de leur vulnérabilité et en tenant compte des activités et pratiques réalisées au droit de l'installation. Chaque nappe souterraine à surveiller est dotée d'un plan de surveillance basé sur l'étude hydrogéologique préalable. Ce plan précise en particulier :</p> <p>-le nombre, le lieu et les caractéristiques des ouvrages : trois ouvrages au moins sont implantés dont un en amont hydraulique, les deux autres en aval hydraulique de l'installation soumise à surveillance, de sorte que les trois ouvrages ne soient pas alignés ;</p> <p>[...]</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Fréquence des prélèvements et des analyses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65
Thème(s) : Risques chroniques, Modalités de surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : 2° Deux fois par an, au moins, le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe. La fréquence des prélèvements est déterminée sur la base notamment de l'étude citée au point 1 [...];</p> <p>Constats : L'exploitant a sollicité la société OCE pour la réalisation de campagnes de surveillance des eaux souterraines. Les dernières campagnes ont été réalisées en : - avril 2018 ; - novembre 2018 ; - mai 2019 ; - octobre 2019 ; - juin 2020 ; - novembre 2020 ; - mars 2021 ; - octobre 2021 ; - juin 2022.</p> <p>Deux campagnes ont été réalisées chaque année, respectivement en périodes de hautes eaux et de basses eaux. La fréquence des prélèvements réalisés par l'exploitant dans le cadre de son autosurveillance des eaux souterraines est donc conforme à l'article 65 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998.</p> <p>Observations : La rédaction de l'article 65 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 a été modifiée par arrêté du 28/02/2022. La nouvelle rédaction (retranscrite pour partie ci-dessous) sera applicable à compter du 01/07/2023.</p> <p>[...] 2° L'étude hydrogéologique préalable définit les nappes d'eau souterraine à surveiller en fonction de leur vulnérabilité et en tenant compte des activités et pratiques réalisées au droit de l'installation. Chaque nappe souterraine à surveiller est dotée d'un plan de surveillance basé sur l'étude hydrogéologique préalable. Ce plan précise en particulier : [...] -la fréquence de surveillance : au moins deux fois par an, si possible dans des configurations hydrogéologiques contrastées. [...]</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Spectre analytique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65
Thème(s) : Risques chroniques, Modalités de surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : 3° L'eau prélevée fait l'objet de mesures des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe compte tenu de l'activité, actuelle ou passée, de l'installation.</p> <p>Constats : L'exploitant a utilisé sur site les produits de traitement suivants : - Hydrokoat 5 jusqu'en Novembre 2009 ; - Sarpeco 850 de Novembre 2009 à Décembre 2015 ; - Sarpalo 860 depuis Décembre 2015.</p> <p>La composition des produits est la suivante : - Hydrokoat 5 : Cyperméthrine (1,11% m/m) - Chlorure de dimethyl coco benzyl ammonium (17,5% m/m) - Chlorure de dimethyl didecyl ammonium (5,0% m/m) - Sarpeco 850 : Cyperméthrine (0,056 % m/m) - Propiconazole (0,065 % m/m) - Tébuconazole (0,063 % m/m) - Butylcarbamate de 3-iodo-2-propynyle (0,065 % m/m) - [dilution 5 %] - Sarpalo 860 : Cyperméthrine - Propiconazole - Chlorure de CocoTriméthylammonium - [dilution 5 %]</p> <p>L'exploitant a donc retenu les traceurs de pollution suivant, afin de surveiller leur concentration dans les eaux souterraines : - la cyperméthrine, au titre de sa présence dans tous les produits de traitement utilisés sur site depuis le début de l'exploitation ; - le tébuconazole, au titre de sa présence dans la composition du Sarpeco 850, utilisé sur site de Novembre 2009 à Décembre 2015 ; - le propiconazole, au titre de sa présence dans la composition du Sarpeco 850 et du Sarpalo 860, utilisés successivement sur site depuis Novembre 2009.</p> <p>L'exploitant a spontanément fait évoluer la liste des substances suivies afin de l'adapter à l'activité actuelle et passée de l'installation, conformément à l'article 65 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998.</p> <p>Observations : La rédaction de l'article 65 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 a été modifiée par arrêté du 28/02/2022. La nouvelle rédaction (retranscrite pour partie ci-dessous) sera applicable à compter du 01/07/2023.</p> <p>[...] 2° L'étude hydrogéologique préalable définit les nappes d'eau souterraine à surveiller en fonction de leur vulnérabilité et en tenant compte des activités et pratiques réalisées au droit de l'installation. Chaque nappe souterraine à surveiller est dotée d'un plan de surveillance basé sur l'étude hydrogéologique préalable. Ce plan précise en particulier : [...] -les protocoles d'échantillonnage (prélèvements et mesures) et d'analyses, les paramètres pertinents à mesurer ainsi que les critères retenus pour l'identification d'un impact, ces critères pouvant s'appuyer sur les résultats d'un ouvrage implanté en amont hydraulique ou hors zone d'influence de l'installation ; [...]</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Transmission à l'inspection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65
Thème(s) : Risques chroniques, Modalités de surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 3° [...] Les résultats de mesures sont transmis à l'inspection des installations classées. Toute anomalie lui est signalée dans les meilleurs délais.
Constats : Aucun rapport n'a été transmis à l'inspection des installations classées au cours des 5 dernières années. Pour chaque prochaine campagne de prélèvement, les résultats devront être systématiquement transmis à l'unité départementale de vendée de l'inspection des installations classées. Cette transmission sera réalisée par l'intermédiaire de l'application Gidaf (voir point de contrôle n°6).
Observations : A l'issue de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis l'ensemble des rapports de mesure édités depuis 2018 à l'inspecteur en charge de la visite. Cette non-conformité a donc été régularisée et le point de contrôle est soldé.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Transmission GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Modalités de surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : « Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions prescrites [(A, E, D)[...]] sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration prévu [...] La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats [...] »
Constats : D'après les déclarations de l'exploitant, ce dernier n'a jamais sollicité de création d'accès à l'application Gidaf afin de pouvoir télédéclarer ses résultats de surveillance des eaux souterraines prescrites par l'arrêté préfectoral du 19 avril 2002 et l'arrêté ministériel du 2 février 1998, alors qu'un cadre de surveillance a été créé à cet effet en mai 2017. L'exploitant n'a donc jamais réalisé de télédéclarations de ses résultats d'autosurveillance, ce qui est non-conforme. Les résultats des analyses des prochaines campagnes de prélèvement devront systématiquement être télédéclarés sur l'application Gidaf.
Observations : L'inspection des installations classées fera parvenir à l'exploitant la méthodologie pour la création de ses accès à l'application.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Dépassements et actions correctives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65
Thème(s) : Risques chroniques, Modalités de surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises en envisagées.
Constats : A plusieurs reprises lors des dernières campagnes de prélèvement, la concentration en propiconazole mesurée dépassait le seuil de quantification du laboratoire. Ces anomalies n'ont jamais été signalées auprès de l'inspection des installations classées. Une anomalie en propiconazole a notamment été mesurée à une teneur de 0,297 µg/L en octobre 2021. L'exploitant a expliqué lors de la visite d'inspection qu'un enrobé avait été réalisé sur le sol de l'exploitation quelques semaines auparavant à proximité du bac de traitement. L'un des objectifs était de limiter les infiltrations souterraines. Les mouvements de terres afférents ont pu provoquer l'infiltration de produit lors des travaux. Cependant, l'anomalie ne s'est pas retrouvée dans le second site de prélèvement situé en aval à environ 200m du bac de traitement. La teneur mesurée était supérieure au seuil de potabilité (0,1 µg/L) mais inférieure au seuil de qualité des eaux brutes destinées à la production d'eau potable (2 µg/L). Ces éléments d'analyse sont précisés dans le rapport édité par OCE. D'autre part, cette anomalie ne s'est pas retrouvée dans les analyses de la campagne suivante (juin 2022) où la teneur en propiconazole est restée limitée à 0,033 µg/L, soit inférieure au seuil de potabilité, dans un des deux ouvrages de prélèvement. La substance était inférieure au seuil de détection sur le second ouvrage. Au vu de ces éléments, l'exploitant n'a pas mis en oeuvre de mesures supplémentaires pour traiter cette anomalie. Conformément à l'article 65 de l'arrêté du 02/02/1998, les anomalies ont donc été traitées par l'exploitant, grâce notamment aux observations réalisées par son bureau d'études. Néanmoins, ces résultats n'ont pas été transmis au préfet, ce qui constitue une non-conformité. A l'avenir, toute anomalie dans les résultats devra être communiquée au préfet accompagnée, le cas échéant, des mesures prises en envisagées.
Observations : A l'issue de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis l'ensemble des rapports de mesure édités depuis 2018 à l'inspecteur en charge de la visite. Ces rapports reprennent les éléments d'analyse des différentes anomalies constatées sur les teneurs en propiconazole entre 2019 et 2022 inclus. Cette non-conformité a donc été régularisée et le point de contrôle est soldé. La rédaction de l'article 65 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 a été modifiée par arrêté du 28/02/2022. La nouvelle rédaction (retranscrite pour partie ci-dessous) sera applicable à compter du 01/07/2023. [...] 5° Toute anomalie est signalée à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais. Si les résultats montrent une ou plusieurs concentrations atypiques à la hausse par rapport à la série des résultats disponibles ou par rapport aux mesures réalisées en amont hydraulique, l'exploitant procède à une campagne de mesure complémentaire dans un délai qui n'excède pas trois mois, sans préjudice des campagnes de mesure programmées dans le plan de surveillance. Si ces résultats confirment une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine en le justifiant par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine en tout ou partie de la pollution constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées dans la mesure où la pollution constatée dans les eaux souterraines est susceptible de relever des activités qu'il exploite.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Déclaration du piézomètre (Code Minier)

Référence réglementaire : Autre du 01/03/2011, article L.411-1
Thème(s) : Risques chroniques, Modalités relatives aux piézomètres
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : « Toute personne exécutant un sondage, un ouvrage souterrain, un travail de fouille, quel qu'en soit l'objet, dont la profondeur dépasse dix mètres au-dessous de la surface du sol, doit déposer une déclaration préalable auprès de l'autorité administrative compétente. »
Constats : Le piézomètre installé sur site fait 6,15m de profondeur et n'est donc pas concerné par l'obligation de déclaration auprès des autorités administratives.
Observations : En cas de création d'un nouveau piézomètre d'une profondeur supérieure à 10m, celui-ci doit être déclaré sur la base sous-sol (BSS). La procédure est disponible sur le site internet de la DREAL : http://www.pays-de-la-loire.developpement-durable.gouv.fr/declaration-de-travaux-souterrains-ex-forage-a2607.html
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Abandon piézomètre -comblement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 17
Thème(s) : Risques chroniques, Modalités relatives aux piézomètres
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : « En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines. »
Constats : D'après les déclarations de l'exploitant, aucun piézomètre n'a été abandonné ou comblé sur le site. L'étude hydrogéologique donne également des indices concordants avec cette affirmation, le seul piézomètre dont la construction est préconisée au sein de cette étude correspondant à celui actuellement en utilisation sur le site. D'autre part, l'étude hydrogéologique ne mentionne pas l'existence d'autres piézomètres sur site à l'époque.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet